

ASIE ET RÉGION DU PACIFIQUE

Asie de l'Est

République populaire de Chine

En 1972, le Canada s'est efforcé de raffermir ses relations avec la Chine. Profitant du voyage qu'il a fait à Pékin, en août, pour l'inauguration d'une foire commerciale canadienne, M. Sharp est tombé d'accord avec les autorités chinoises pour hausser le niveau des échanges scientifiques, scolaires, culturels, techniques, commerciaux et sportifs entre les deux pays. De son côté, le ministre chinois du Commerce extérieur s'est rendu au Canada où il a inauguré une foire commerciale chinoise et s'est entretenu avec son homologue canadien de l'avenir des relations commerciales entre les deux pays.

Par la suite, de nombreuses délégations ont traversé le Pacifique dans les deux sens. D'une part, des groupes d'experts chinois dans les domaines de l'énergie, de l'exploitation minière, de l'électricité, de la chimie, de la physique et de la santé sont venus se renseigner sur l'état de ces sciences au Canada. D'autre part, des hommes d'affaires canadiens et des techniciens des industries minières et métallurgiques ont visité la Chine dans le même but. Sur le plan du sport, des athlètes chinois et canadiens ont échangé des visites et une troupe d'acrobates chinois a fait une tournée de quatre villes canadiennes.

Pour ce qui est du commerce, la Chine a honoré son engagement d'acheter du blé canadien, et d'autres ventes de blé ont été annoncées à la fin de l'année. La foire commerciale du Canada à Pékin et les visites subséquentes rendues par des missions commerciales chinoises ont débouché sur d'importantes ventes de potasse, de nickel et de ferraille à la Chine. En outre, on a décidé d'établir une liaison aérienne directe entre les deux pays.

Tous ces échanges ont contribué à affirmer la présence canadienne en Chine au moment même où Pékin s'engageait sur la voie de la normalisation de ses relations avec la majeure partie du monde occidental. Au Canada, ils ont aidé à mieux faire comprendre la

Chine, tandis qu'ils facilitaient pour celle-ci ses contacts avec les milieux commerciaux, culturels et scientifiques du Canada. L'intérêt créé par ces événements s'est traduit par des demandes d'échanges sur une échelle plus grande et plus variée.

Indochine

L'objectif principal du gouvernement canadien en Indochine depuis 1954 a été de contribuer dans toute la mesure du possible à l'avènement de la paix et de la sécurité dans cette partie du monde. Le Canada a œuvré en ce sens grâce surtout à sa participation aux trois Commissions internationales de surveillance et de contrôle (CISC) au Vietnam, au Laos et au Cambodge, établies en 1954 en vertu des Accords de Genève.

Sauf à leurs débuts, ces commissions n'ont malheureusement pas été particulièrement efficaces, et l'année 1972 n'a pas fait exception. Même si les événements de fin d'année laissaient présager la possibilité d'un retour à la paix en Indochine, le début de 1972 fut marqué par une offensive majeure des Nord-Vietnamiens et des forces communistes du Sud-Vietnam qui amena en représailles la reprise des bombardements intensifs américains au Nord-Vietnam. La Commission internationale de surveillance et de contrôle au Vietnam a été, comme d'habitude, impuissante à empêcher ou à mettre fin à ces opérations. Débordant les frontières du Sud-Vietnam, les hostilités se sont propagées au Laos et au Cambodge où la situation s'est gravement détériorée. Au Laos, la CISC n'a pu effectivement rien faire pour rétablir la paix, tandis qu'au Cambodge son ajournement *sine die* en 1969, à la demande du prince Sihanouk, ne lui laissait aucun rôle à jouer.

En octobre, la possibilité fut soulevée de la participation canadienne à une nouvelle opération de maintien de la paix. Toutefois, l'année ayant pris fin sans que les belligérants réussissent à s'entendre sur le cessez-le-feu prévu, la participation du Canada est demeurée hypothétique.

Le Canada poursuit en Indochine un second objectif, relié au premier, soit celui d'améliorer la qualité de la